

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 17/02/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PROCTER et GAMBLE**

Rue André Durouchez  
BP 1336  
80000 Amiens

Références : 2026-E30014  
Code AIOT : 0005101904

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement PROCTER et GAMBLE implanté Z.I. Nord Rue André Durouchez BP 90045 80082 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée afin de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 décembre 2025 dit IED

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROCTER et GAMBLE
- Z.I. Nord Rue André Durouchez BP 90045 80082 Amiens
- Code AIOT : 0005101904

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société PROCTER & GAMBLE exploite des installations de fabrication de produits lessiviels dans la zone industrielle d'Amiens Nord sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2022 fixant les prescriptions spécifiques applicables à l'établissement.  
Le site est classé Seveso Seuil Haut et relève de la directive européenne sur les émissions industrielles (IED).

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/12/2025, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Réseau de surveillance	Arrêté Préfectoral du 03/12/2025, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 03/12/2025, article 4	Sans objet
4	Programme de Surveillance	Arrêté Préfectoral du 03/12/2025, article 8	Sans objet
5	bilan quadriennal	Arrêté Préfectoral du 03/12/2025, article 8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et dans l'attente des justificatifs et actions correctives, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives à ce stade.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques canalisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 4. - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées autres que celles provenant des fours/réchauffeurs industriels</u> <i>Le chapitre 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 décembre 2022 est complété par l'article suivant :</i>  « article 3.2.4 : Pour les 4 rejets canalisés débouchant en toiture du bâtiment 49 et référencés : 550A, 551A, 550B et 551B, l'exploitant procède à la surveillance des émissions pour les substances suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Benzène</li><li>• poussières</li><li>• Chlorures gazeux exprimés en HCL</li></ul> L'exploitant réalise une mesure mensuelle de ces paramètres ; Cette fréquence pourra être ramenée à une fois par an s'il est établi que les niveaux d'émission sont suffisamment stables. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté durant la visite d'inspection une demande de devis ainsi que le bon de commande n° 8006264475 pour la réalisation du suivi mensuel du benzène, des poussières et des chlorures gazeux exprimés en HCL. L'exploitant a déclaré durant la visite d'inspection que la première analyse a été réalisée le 29 janvier 2026. Par ailleurs, l'exploitant a présenté durant la visite d'inspection un rapport photo de la prestation de prélèvement. L'exploitant a également présenté une copie du calendrier de prélèvement pour l'année. <b>Observation :</b> L'exploitant transmettra une copie des résultats des analyses du 29 janvier 2026 dès réception de ces derniers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2025, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 6. - Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux</u> <i>L'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 décembre 2022 est complété comme suit :</i>

« Pour les paramètres suivants : Nitrates totaux, Nitrate inorganique et Phosphore total, l'exploitant procède à une campagne de surveillance, de fréquence journalière et sur une période ininterrompue de 30 jours.

A l'issue de cette campagne, et selon les résultats de ces analyses, il pourra solliciter une adaptation de la fréquence pérenne de surveillance. A défaut, la surveillance quotidienne est maintenue. »

#### Constats :

Durant la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les résultats de la campagne 2024. Les résultats sont inférieurs aux valeurs limites, toutefois la durée de cette campagne est inférieure à 30 jours.

L'exploitant a présenté durant la visite d'inspection le devis n° FEF406250625-03 du 23 janvier 2026 pour la réalisation des prélèvements pour les paramètres de nitrates totaux, nitrate inorganique et phosphore total. La campagne est bien planifiée sur 30 jours.

Durant la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la date exacte d'intervention du prestataire.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une copie du bon de commande et précisera également la date d'intervention retenue pour la campagne de prélèvement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Réseau de surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/12/2025, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réseau et programme de surveillance

#### Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

- *Article 2.2 - Réseau et programme de surveillance*

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Statut	N ° B S S d e l ' o u v r a g e	Localisation par rapport au site	Aquifère capté (superficiel ou	Profondeur de l'ouvrage
--------	---------------------------------	----------------------------------	--------------------------------	-------------------------

	l'ouvrage	rapport au site (amont ou aval)	(superficiel ou profond), masse d'eau	l'ouvrage
O u v r a g e e x i s t a n t	BSS000DZLH (PZ1)	Amont	Nappe de la Craie	À compléter par l'exploitant
O u v r a g e e x i s t a n t	BSS000DZJZ (PZ5)	Amont	Nappe de la Craie	45 m
O u v r a g e e x i s t a n t	BSS000DZKN (PZ3)	Centre du site - aval	Nappe de la Craie	45 m
O u v r a g e e x i s t a n t	BSS000DZJX (PZ2)	Latéral - aval	Nappe de la Craie	42,33 m
O u v r a g e e x i s t a n t	BSS000DZJY (PZ4)	Latéral - Aval	Nappe de la Craie	45 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

[...]

#### Constats :

L'exploitant a déclaré durant la visite d'inspection que le PZ1 avait été ajouté comme point de prélèvement dans la campagne 2026. L'exploitant a présenté le devis n° DS ODS2026.0019.V01 intégrant le PZ1 dans la prochaine campagne de mesure.

Durant la visite d'inspection, l'inspection des installations a expliqué à l'exploitant que le cadre GIDAF avait été mis à jour et que celui-ci sera effectif à partir du 1er mars 2026.

L'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse réalisé sur le "PZ2". L'inspection a pu constater que le rapport comporte bien les relevés de hauteur de nappe en NGF.

Sur le terrain, l'inspection a procédé par échantillonnage et a pu constater que les PZ3, 4 et 5 bis étaient cadénassés et protégés.

Durant la visite d'inspection, l'exploitant a pu confirmer que l'organisme en charge des analyses était bien agréé, toutefois il n'a pas été en mesure de justifier que l'ensemble des acteurs de la chaîne de prélèvement était bien agréé ou accrédité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- L'exploitant transmettra une copie du bon de commande correspondant à la nouvelle campagne de prélèvement.
- L'exploitant transmettra la preuve (attestation) que l'organisme en charge du prélèvement est bien agréé ou accrédité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Programme de Surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/12/2025, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Programme de Surveillance

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Fréquence des analyses	Paramètres	
Nom	Code SANDRE	
Semestrielle	pH	1302
Température	1301	
Potentiel Rédox	1330	
Oxygène dissous	1311	
Carbone Organique Total	1841	

Conductivité électrique	1303	
Chlorures	1337	
Sodium	1375	
Bore	1362	
Fer	1393	
Cobalt	1379	
Nickel	1386	
Zinc	1383	
1,1,1-trichloroéthane	1284	
Trichlorométhane	1135	
Dichlorométhane	1168	
Chlorométhane	1736	
1,1-dichloroéthylène	1162	
1,1-dichloroéthane	1160	
1,2-dichloroéthane	1161	
1,4-dioxane	1580	



semestrielle	A c i d e s alkylbenzènesulfoniques LAS- C10 LAS-C11 LAS-C12 LAS-C13 LAS-C14	
quinquennale	Ehanolamine (141-43-5)	5415
Acide sulfurique dosé en sulfates (7664-93-9)	1338	
2-méthyl-3(2H)-isothiazolone (2682-20-4)	8253	
1,2-benisothiazol-3(2H)-one (2634-33-5)	8306	

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les résultats d'analyse et leur interprétation sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

[...]

#### Constats :

L'exploitant a présenté durant la visite d'inspection le devis n° DS ODS2026.0019.V01 intégrant les paramètres devant faire l'objet d'un suivi. Ce suivi intègre également le suivi des alkylbenzènesulfoniques.

L'exploitant a présenté les rapports d'analyse pour le PZ2 sur lesquels les niveaux piézométriques sont inscrits en NGF. L'exploitant a également présenté le rapport de la société APOGEO dans lequel figurent pour l'ensemble des piézomètres les niveaux piézométriques en NGF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : bilan quadriennal

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/12/2025, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, bilan quadriennal

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant réalise un bilan quadriennal conformément aux méthodes normalisées en vigueur et le transmet à l'inspection des installations classées. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique. »

**Constats :**

L'exploitant a transmis avant la visite d'inspection son bilan quadriennal. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et comporte également des notes de synthèse de l'évolution des teneurs en pollution.

**Type de suites proposées :** Sans suite